

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 12 NOVEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	0	5
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/626 ÉCHANGE SANS SOULTE AVEC LE DEPARTEMENT DU VAR - PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER AVENUE DE LA PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE CADASTRÉES BX0108-BX0110 ET BX0102		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/626

BUREAU DU 12 NOVEMBRE 2024

**O B J E T : ÉCHANGE SANS SOULTE AVEC LE DEPARTEMENT
DU VAR - PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER
AVENUE DE LA PREMIÈRE ARMÉE FRANÇAISE
CADASTRÉES BX0108-BX0110 ET BX0102**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1311-9 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales imposant aux collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, de délibérer, sur les opérations concernées, au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'État,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le plan de division n°232915 établi par le cabinet GEOSAT, Géomètre-Expert, concernant les parcelles cadastrées section BX n°0079 et 0080,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°9080F correspondant, numéroté par les services du cadastre le 14 février 2024 et créant les parcelles cadastrées section BX n°0108 (190 m²) et 0110 (1146 m²) à céder par la Métropole TPM au profit du Département du Var,

VU l'estimation délivrée par le Pôle d'évaluation domaniale n°OSE 2023-83126-21449 daté du 14 avril 2023, prorogé par lettre datée du 24 avril 2024, estimant à 1 € HT (UN EURO HT) la valeur de l'emprise d'une superficie de 1 294 m², à détacher des parcelles situées sur la commune de La Seyne-sur-Mer avenue de la Première Armée Française Rhin et Danube, cadastrées section BX n°0079 et 0080 à céder par la Métropole TPM au profit du Département du Var dans le cadre d'un échange sans soulte,

VU le plan de division n°234934 établi par le cabinet GEOSAT, Géomètre-Expert, concernant l'emprise d'une superficie de 1 326 m² à détacher du domaine public routier,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°9133P correspondant, numéroté par les services du cadastre le 26 juillet 2024 et créant la parcelle cadastrée section BX n°102 (1326 m²) à céder par le Département du Var au profit de la Métropole TPM,

VU la lettre valant avis des domaines n°OSE 2024-83126-28747 datée du 10 mai 2024, estimant à 1 € (UN EURO) symbolique, la valeur de l'emprise à détacher du domaine public routier départemental et à céder par le Département du Var au profit de la Métropole TPM dans le cadre d'un échange sans soulte,

VU le procès-verbal de réunion du 21 novembre 2018 du conseil d'exploitation des régies des ports de la Métropole TPM, émettant un avis favorable à cet échange,

VU la délibération n°G103 de la commission permanente du Conseil Départemental en date du 19 septembre 2024 approuvant le même échange,

CONSIDERANT que la Métropole TPM est propriétaire d'une emprise de 1 336 m² située à l'extérieur de la zone portuaire de Brégaillon et aménagée en nature de giratoire, intégrée de fait à la voirie départementale,

CONSIDERANT qu'en parallèle, le Département du Var est propriétaire d'une emprise de 1 326 m² intégrée de fait à la zone portuaire de Brégaillon et inutile au domaine public routier départemental,

CONSIDERANT qu'il convient d'acter, d'un commun accord avec le Département du Var, la régularisation foncière des lieux en procédant à un échange sans soulte des emprises précitées, de nature similaire et de superficie équivalente,

CONSIDERANT que l'article L. 3112-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) dispose que « les biens des personnes publiques mentionnés à l'article L.1, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public »,

CONSIDERANT que l'article L. 3112-2 du CG3P dispose que « en vue de permettre l'amélioration des conditions d'exercice d'une mission de service public, les biens mentionnés à l'article L. 3112-1 peuvent également être échangés entre personnes publiques dans les conditions mentionnées à cet article. L'acte d'échange comporte des clauses permettant de préserver l'existence et la continuité du service public »,

CONSIDERANT que les biens échangés relèvent, pour chacune des personnes publiques, de leur domaine public et sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

CONSIDERANT qu'au surplus, cet échange permettra d'améliorer les conditions d'exercice d'une mission de service public, à savoir la gestion du service public portuaire pour la Métropole TPM, d'une part, et l'entretien de la voirie départementale pour le Département du Var, d'autre part, tout en préservant l'existence et la continuité du service public,

CONSIDERANT qu'en conséquence, il n'est pas nécessaire de procéder à leur ~~déclassement préalable conformément aux articles L.3112-1 et L.3112-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,~~

CONSIDERANT qu'il convient d'accepter cet échange sans soulte avec le Département du Var,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER, dans le cadre d'un échange sans soulte avec le Département du Var, la cession des parcelles situées sur la commune de La Seyne-sur-Mer avenue de la Première Armée Française Rhin et Danube, cadastrées section BX n°0108 d'une superficie de 190 m² et n°0110 d'une superficie de 1146 m², et l'acquisition de la parcelle sur la même commune, même adresse, cadastrée section BX n° 0112 d'une superficie de 1 326 m².

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à signer l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'acte authentique sera rédigé en la forme administrative par le cabinet T.P.F.I. Ingénierie, désigné par le Département du Var qui en supportera les frais.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits nécessaires à la valorisation comptable de cet échange seront inscrits au Budget Principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 novembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	11
CONTRE	0
ABSTENTION	0



DEPARTEMENT DU VAR
COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER
Lieu-dit "ZONE PORTUAIRE DE BREGAILLON"



PLAN DE DIVISION

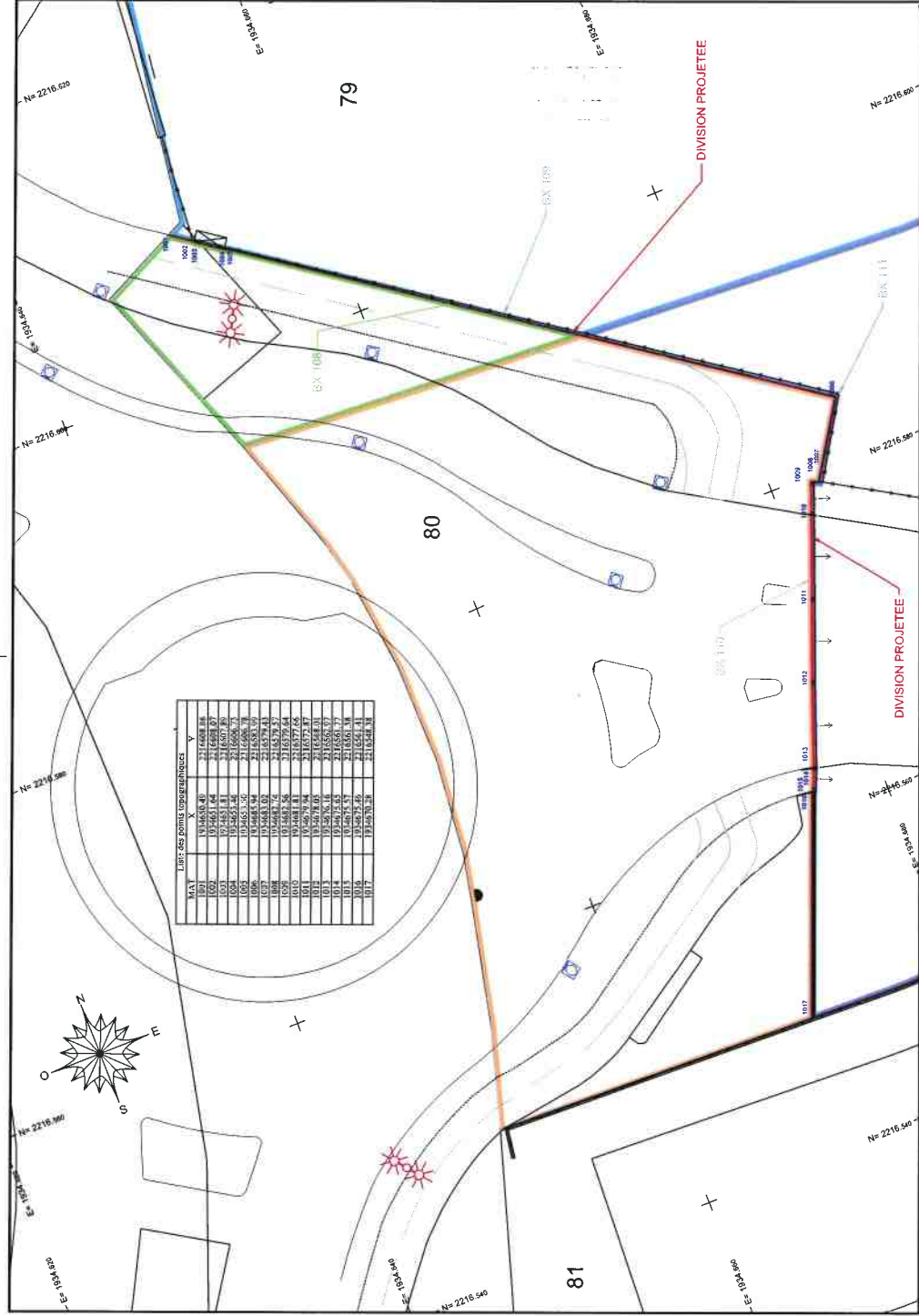
COMMUNE DE LA SEYNE SUR MER	
Section BX n° 79 et 80	
Date : 07/08/2023	
Echelle : 1/200	
Ref : 232915	

Date	Index	Commentaires
07/08/2023	A	Projet de division en lots parcellaires BX n° 79 et 80
14/09/2024	B	Plan de division après modification

Auteur (s) : F.S.
Commande : TGT
Système d'alignement :
Système planimétrique : CC-43

Client : ESPRESSO
Lionel RAFFIN
Jonathan CHARRON
17 rue Thomas Edison
33450 PESSAC
Tél. : 05 56 78 14 33

Monsieur SAUVA
Arnaud MATISSON
Bertrand CHATIN
302-104 Cours de la
Herminette
33000 BORDEAUX
Tél. : 05 56 02 56 41



Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 9080 F
Document vérifié et numéroté le 14/02/2024
ACDIF Toulon
Par Anne Lenoble
Technicien géomètre
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)

a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente mise 6463.

A _____, le _____

Section : BX
Feuille(s) : 000 BX 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/2000
Date de l'édition : 14/02/2024
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par Thomas GODBILLOT (2)

Réf. :

Le



(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan révisé par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).

(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



Direction Générale des Finances Publiques

Le 24/04/2024

Direction départementale des Finances publiques Du
Var

Pôle d'évaluation domaniale du Var

Place Besagne CS 91409
83056 TOULON CEDEX

téléphone : 04.94.03.81.41
mél. : ddfig83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le Directeur départemental des Finances
publiques du Var

à

POUR NOUS JOINDRE

**METROPOLE TOULON-PROVENCE-
MEDITERRANEE**

Affaire suivie par : Sandrine GUINLOT-PRADO

téléphone : 06-27-57-23-17
courriel : sandrine.guinlot-prado@dgfip.finances.gouv.fr

Réf OSE : 2024 -83126-21585

Réf DS : 1692 0720

LETTRE VALANT AVIS DES DOMAINES

Nature du bien : Emprise à usage de voirie

Adresse du bien : 795 avenue de la Première Armée Française, 83500 La Seyne/ Mer

Références cadastrales : BX 79p-80p

Par saisine en date du 19/03/2024, vous sollicitez la prorogation de l'avis du pôle d'évaluation domaniale du 14/03/2023 référence DS 1185 7748 / 2023-83126-21449, concernant la cession d'emprises à usage de voirie et partie de giratoire.

- Eu égard à la nature du bien et de l'opération projetée soit l'échange sans soulte d'emprises similaires entre la Métropole et le Département, la valeur vénale arbitrée à l'euro symbolique dans l'avis 2023, est reconduite.

Le présent avis est prorogé de 12 mois.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques et par délégation,
La Responsable du Pôle d'évaluation Domaniale



Sandrine GUINLOT-PRADO

Inspectrice divisionnaire des Finances Publiques



Date	Année	Cumulative descriptif
06/07/2014	06	Pays de naissance
11/07/2014	06	Plan national de réduction de la mortalité

Andet tlg. RS	CAROL FERNANDO	MARTHA SAURA	
Copier: EOE	Luis RATTIN	Alejo MATOSIN	
	Jonathan CHAMON	Bernardo CHATIN	
Styler: Abadillo	37 Via Thomas Edison	180-100 Calle de la	
	23600 PELLIC	Mapa	
System: phos/micro: CCA	tel. : 01 54.34.16.33	21000 BOMBAJE	

Limite de chausserie, bordure	
Bordure CC3, CC2, C3, C2	
Sens d'écoulement, rupture de pente	
Bâtiment	
entrée	
Mur, mur d'arrêt, d'arrêt, restanque	
Talus, banchette de sécurité	

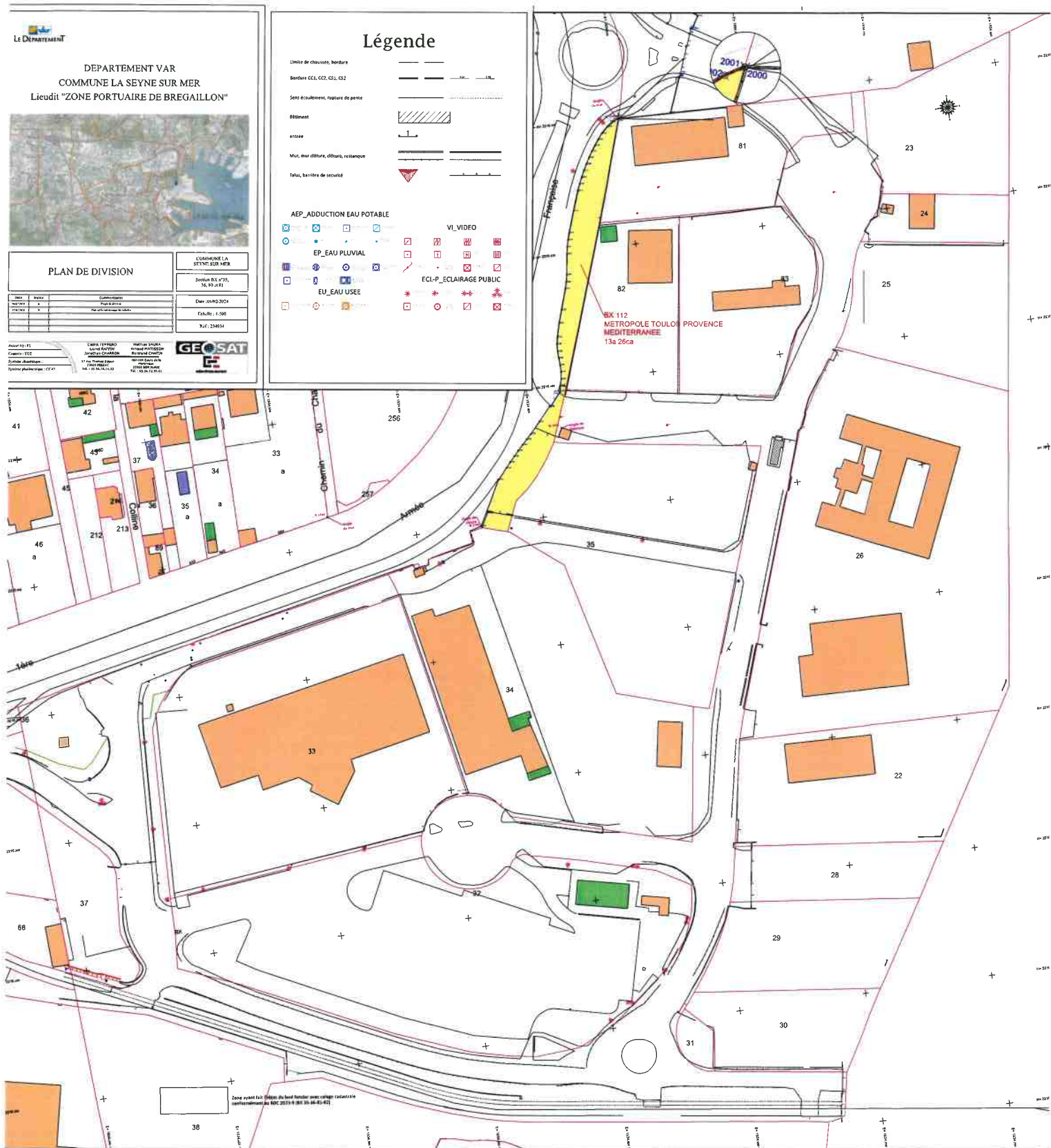
AEP_ADDUCTION EAU POTABLE



VI VIDEO



ECLAIRAGE PUBLIC



Commune :
LA SEYNE SUR MER (126)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 9133 P
Document vérifié et numéroté le 26/07/2024
ATOULON
Par Eric MARNAIS
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le _____ par _____ géomètre à _____

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la mise 6463.

A _____, le _____

Section : BX
Feuille(s) : 000 BX 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 26/07/2024
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

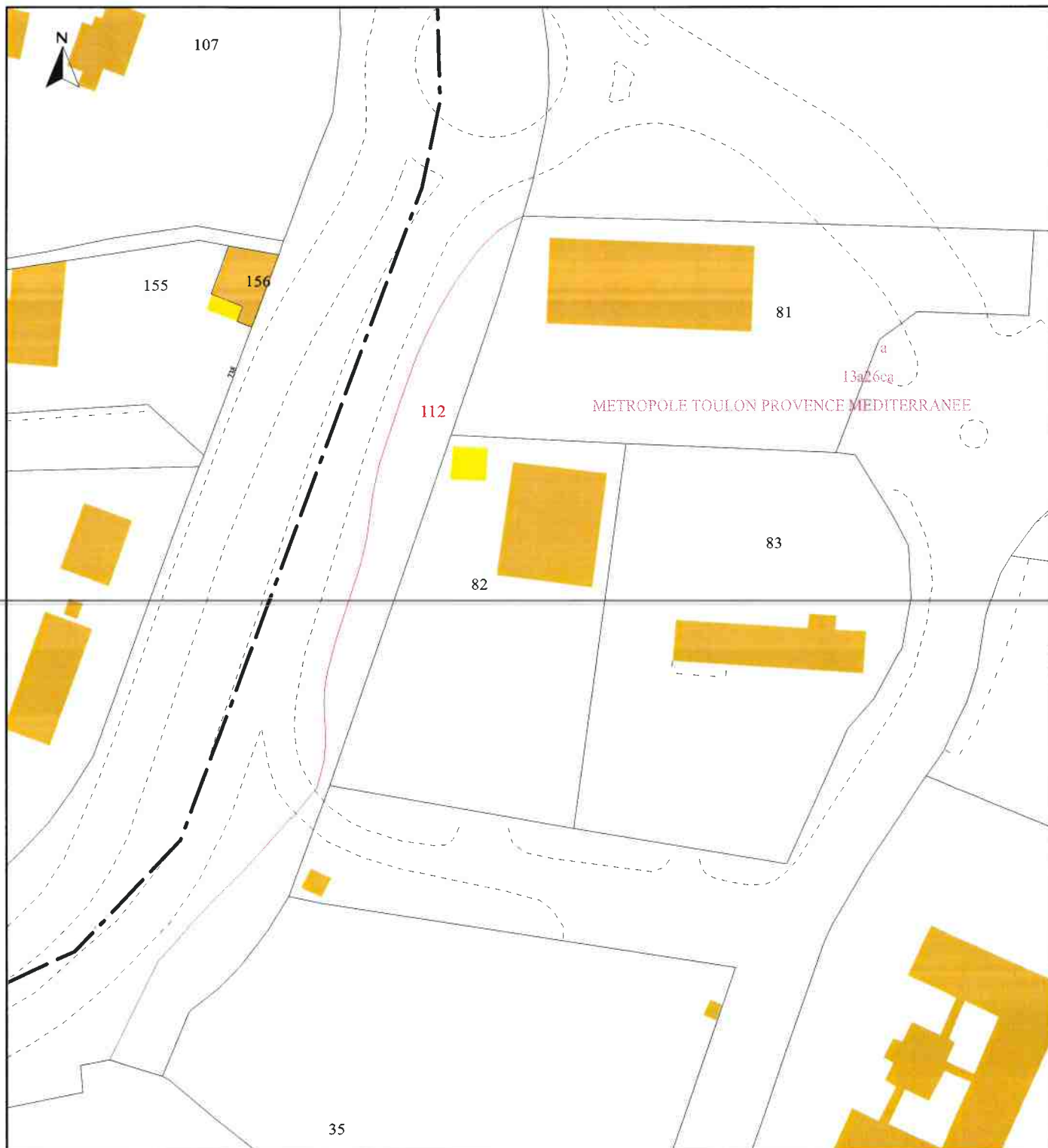
Par M.GODBILLOT (2)

Réf. :

Le 26/07/2024



(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...).
(3) Précisez les noms et qualité du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité expropriant, etc...).



Direction Générale des Finances Publiques
Direction départementale des Finances publiques du Var
Pôle d'évaluation domaniale du Var
Place Besagne – CS 91409
83 056 TOULON Cedex
Courriel : ddip83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 10 mai 2024

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Anne ROCCASALVA
Courriel : anne.roccasalva@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04 94 50 52 68

Réf DS : 16907000
Réf OSE : 2024-83126-28747

LETTRÉ VALANT AVIS DES DOMAINES

Objet : Saisine dans le cadre d'un transfert de voirie.

Par saisine en date du 12 avril 2024, vous sollicitez l'avis du pôle d'évaluation domaniale afin d'obtenir l'estimation des confronts des parcelles BX 35, BX 36, BX 81 et BX 82 (Zone portuaire de Brégaillon) sur la commune de La Seyne-sur-Mer, dans le cadre d'une cession au profit de la Métropole TPM.

Ces confronts forment une emprise de 1 384 m². Cette emprise est intégrée de fait dans la zone portuaire de Brégaillon et relèvent du Domaine public départemental.

En conséquence, je vous confirme que dans la mesure où l'opération envisagée **s'analyse comme un transfert des charges d'entretien**, la valeur vénale du bien peut être retenue pour **un euro symbolique**.

Pour le Directeur départemental des Finances
publiques
et par délégation,
L'Évaluatrice,



Anne ROCCASALVA
Inspectrice des Finances publiques



LE DÉPARTEMENT

Commission permanente

Extrait du registre des délibérations

Séance du 19 septembre 2024

N° : G103

OBJET : ECHANGE FONCIER SANS SOULTE A DES FINS DE REGULARISATION ENTRE LE DEPARTEMENT DU VAR ET LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE DE PARCELLES SITUEES AU DROIT DE LA ZONE PORTUAIRE DE BREGAILLON A LA SEYNE-SUR-MER

La séance du 19 septembre 2024 s'est tenue à 11h00 à Draguignan, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental.

Pour ce dossier, le quorum est atteint et la présidence est assurée par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental. Nombre de membres en exercice : 46

Présents : M. Thierry ALBERTINI, M. Stéphane ARNAUD, Mme Véronique BACCINO, Mme Véronique BERNARDINI, M. Didier BREMOND, M. Christophe CHIOCCA, Mme Caroline DEPALLENS, Mme Françoise DUMONT, Mme Manon FORTIAS, M. Jean-Martin GUISIANO, M. Marc LAURIOL, Mme Sonia LAUVARD, Mme Véronique LENOIR, M. Grégory LOEW, M. Nicolas MARTEL, M. Jean-Louis MASSON, M. Christophe MORENO, Mme Christine NICCOLETTI, Mme Nathalie PEREZ LEROUX, M. Claude PIANETTI, Mme Marie-Laure PONCHON, M. Ludovic PONTONE, Mme Laetitia QUILICI, Mme Valérie RIALLAND, M. Francis ROUX, Mme Andrée SAMAT, M. Christian SIMON.

Procurations : Mme Vesselina GARELLO à M. Stéphane ARNAUD, M. Laurent BONNET à Mme Caroline DEPALLENS, Mme Nathalie JANET à M. Christian SIMON, M. Robert BENEVENTI à Mme Laetitia QUILICI, Mme Martine ARENAS à M. Francis ROUX, M. Philippe LEONELLI à Mme Christine NICCOLETTI, Mme Lydie ONTENIENTE à M. Ludovic PONTONE, M. Guillaume DECARD à Mme Françoise DUMONT, Mme Valérie MONDONE à M. Christophe MORENO, M. Joseph MULE à M. Thierry ALBERTINI, Mme Chantal LASSOUTANIE à M. Didier BREMOND, Mme Françoise LEGRAIEN à M. Claude PIANETTI, Mme Nathalie BICAIS à M. Jean-Louis MASSON, M. Louis REYNIER à Mme Nathalie PEREZ LEROUX, Mme Josée MASSI à Mme Manon FORTIAS.

Déports/Sorties :

Absents/Excusés : Mme Christine AMRANE, M. Bruno AYCARD, M. Michel BONNUS, M. Dominique LAIN.

La Commission permanente du Conseil départemental est appelée à examiner l'affaire citée en objet, inscrite à l'ordre du jour.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L3112-1 relatif à la cession amiable, entre personnes publiques, de biens relevant de leur domaine public, sans déclassement préalable, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A5 du 26 octobre 2022 donnant délégations à la Commission permanente,

Vu la délibération du Conseil départemental n°A9 du 01 février 2022 relative à la mise à jour du règlement budgétaire et financier départemental,

Vu les avis du Domaine en date du 14 avril 2023 prorogé le 24 avril 2024 et du 10 mai 2024,

Vu le rapport du Président,

Considérant l'avis de la commission patrimoine immobilier départemental du 5 septembre 2024

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver l'échange sans soulte entre le Département du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, des parcelles désignées au tableau ci-après :

Propriétaires	Section et numéro (A détacher de)	Superficie en m²	Lieu-dit	Indemnités en €
Cession par le Département du Var à la Métropole Toulon Provence Méditerranée	Domaine public	1 326	Zone portuaire de Brégaillon	euro symbolique non recouvrable
Cession par la Métropole Toulon Provence Méditerranée au Département du Var	BX 79	190	Avenue 1ère armée Française Rhin Danube	euro symbolique non recouvrable
	BX 80	1 146	Zone portuaire de Brégaillon	
		1 336		
Echange sans soulte				0 €

- d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer l'acte correspondant ainsi que tout document s'y rapportant.

Les écritures comptables d'acquisition seront inscrites au chapitre 21, fonction 843, compte 2112 du

budget départemental et à l'opération budgétaire 21100186.

Les écritures comptables de cession seront inscrites au chapitre 77, fonction 843, compte 775, du budget départemental et à l'opération budgétaire 21100186.

Adopté à l'unanimité.

Signé : Jean-Louis MASSON
Président du Conseil départemental

Réception au contrôle de légalité : 25 septembre 2024
Référence technique : 083-228300018-20240919-lmc190512-DE-1-1

Acte certifié exécutoire
le 26/09/2024

Pour le Président du Conseil départemental,
la directrice générale des services,
Virginie HALDRIC

Acte mis en ligne sur le site internet du Département du Var le : 26/09/2024

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

PREMIERE PARTIE

Route Départementale n° 559
Commune de LA SEYNE SUR MER

L'An Deux Mil Vingt Quatre
Et le
En l'Hôtel du Département du Var,
Le Président du Conseil Départemental du Var
A reçu le présent acte authentique comportant

ECHANGE DE TERRAINS

ENTRE

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., dont le siège social est à TOULON CEDEX 9 (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – N° SIREN 248 300 543 – créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, n° 2017-1758 du 26 décembre 2017.

ci-après désignée par l'appellation « PREMIER COMPARANT »

ET

Le DEPARTEMENT DU VAR (N° SIREN 228 300 018)

ci-après désigné par l'appellation « SECOND COMPARANT »

EXPOSE

Aux termes d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Département du VAR n° G103 en date du 19 septembre 2024, dont une copie demeurera annexée aux présentes, Monsieur le Président a été autorisé à recevoir le présent acte d'échange sans soulte ayant pour objet de procéder à la régularisation foncière de l'emprise du giratoire de Brégaillon au profit du Département du Var et de l'emprise intégrée de fait à la zone portuaire de Brégaillon relevant du Domaine Public départemental au profit de la Métropole TPM.

DESIGNATIONS DES IMMEUBLES

1°) Immeuble cédé par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE :

Sur le territoire de la commune de LA SEYNE SUR MER, au lieudit « 795 Avenue de la 1^{ère} Armée Française Rhin Danube et Zone Portuaire de Brégaillon », deux parcelles de terrain d'une contenance totale de 1 336 m², plus amplement détaillées au tableau ci-après :

Section	N°	Lieudit	Surface en m ²	Parcelles Mutées		Parcelles restant appartenir à MTPM	
				N°	Surface en m ²	N°	Surface en m ²
BX	79	795 Avenue de la 1 ^{ère} Armée Française Rhin Danube	7 765	108	190	109	7 575
BX	80	Zone Portuaire de Brégaillon	8 355	110	1 146	111	7 209

suivant DA n° 9080 F en date du 14.02.2024

2°) Immeuble cédé en contre échange par le Département du VAR :

Sur le territoire de la commune de LA SEYNE SUR MER, au lieudit « Zone Portuaire de Brégaillon » une parcelle de terrain d'une contenance totale de 1 326 m², cadastrée Section BX n° 112, issue du Domaine Public suivant le document d'arpentage n° 9133 P établi par Monsieur Thomas GODBILLOT, Géomètre Expert à LA FARLEDE, dont l'original sera déposé au Bureau du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de TOULON en même temps que les présentes.

ORIGINES DE PROPRIETE

1°) Du chef de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE :

Biens propres à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pour lui avoir été transférés par le Syndicat Mixte Ports Toulon Provence aux termes d'un acte authentique réalisé en la forme administrative reçu par le Président de la Métropole TPM le 18 décembre 2019, publié au 1^{er} Bureau du Service de la Publicité Foncière de TOULON le 3 février 2020 – Volume 20P n° 1366 -

2°) Du chef du Département du VAR :

Bien propre au Département du VAR antérieurement au 1^{er} janvier 1956 (parcelle issue du Domaine Public)

PROPRIETE – JOUISSANCE

LES COMPARANTS seront propriétaires des immeubles échangés au moyen et par le seul fait des présentes et ils en auront la jouissance à compter de la prise de possession réelle.

SOULTE

Pour les besoins de la publicité foncière les biens échangés sont évalués :

* à la somme d'UN EURO (1,00 €) pour les parcelles cédées par la Métropole TPM

* à la somme d'UN EURO (1,00 €) pour la parcelle cédée par le Département du VAR

Le présent échange a lieu sans soulte d'accord entre les parties et en conformité avec l'avis délivré par le Pôle d'Evaluation Domaniale

Etant précisé que tous les frais inhérents aux présentes restent à la charge du « SECOND COMPARANT ».

DECLARATION DE PLUS-VALUE

LES COMPARANTS ne sont pas soumis au régime des plus-value étant des collectivités

FIN DE PREMIERE PARTIE

DEUXIEME PARTIE

TITRE I

LES PERSONNES

A – PREMIER COMPARANT :

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., est représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, domicilié administrativement à TOULON (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 - agissant aux présentes en sa qualité de Président de la Métropole, fonction à laquelle il a été nommé aux termes de la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 dans sa séance du 4 mai 2023, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de la délibération du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 n° 23/05/078, dont les copies resteront annexées aux présentes.

Le Bureau Métropolitain ayant reçu délégations d'attributions en matière d'échange immobilier aux termes d'une délibération du Conseil Métropolitain en date du 4 mai 2023 n° 23/05/078, dont une copie demeurera annexée aux présentes, le présent échange a été autorisé aux termes d'une décision du Bureau Métropolitain n° en date du 2024, dont une copie demeurera annexée aux présentes.

B – SECOND COMPARANT :

Le Département du Var est représenté par Monsieur Didier BREMOND, agissant en sa qualité de Premier Vice-Président du Conseil Départemental, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu des dispositions de l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales et dûment habilité à l'effet des présentes aux termes de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Département du VAR n° G103 en date du 19 septembre 2024, susvisée.

TITRE II

LES BIENS

A – DECLARATION CONCERNANT LES BIENS

Les Comparants déclarent :

- Pour le Département du Var, que l'IMMEUBLES échangé n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'IMMEUBLE,

- Pour la Métropole TPM, que les parcelles BX 79 et 80 font l'objet d'une servitude d'usage exclusif et gratuit au profit du Ministère de la Défense. Ladite servitude, affectant la partie Nord du terre-plein de Brégaillon (environ 2.5 ha utiles) adjacentes à la pyrotechnie et au chemin de ronde (...) fait l'objet d'une servitude d'usage exclusif et gratuit au profit du Ministère de la Défense, qui est mentionnée dans la convention conclue le 30 novembre 2016 entre la CA TPM et le Syndicat Mixte des Ports de Toulon Provence, et reprise ci-après :

« Certains biens ont initialement été transférés par l'Etat au Département avec conditions d'usage fixées par des conventions d'usage conclues avec l'Etat, lesquelles figurent aux annexes 1.2 à 1.6 de la convention du 27 décembre 2006 de transfert du port civil conclue entre l'Etat et le Département du Var (annexe 7). Par différents actes l'Etat a ensuite transféré la propriété du Port de Toulon au Département du Var, lequel a, par la suite, transféré ladite propriété du Port de Toulon au SM PTP, Syndicat Mixte auquel se substitue la CA TPM, à compter de l'effectivité du transfert de compétences et de la dissolution du Syndicat Mixte »

Une copie de la convention du 27 décembre 2006, sus analysée, restera annexée aux présentes pour information.

- que les IMMEUBLES sont libres de toute hypothèque ou de tout privilège,

- qu'ils n'ont consenti aucun droit de fermage, location ou occupation quelconque sur tout ou partie des IMMEUBLES.

TITRE III CONVENTIONS PARTICULIERES

Néant

TITRE IV CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Le présent échange est consenti et accepté aux clauses et conditions suivantes auxquelles les parties déclarent se référer expressément dans la mesure où, précédemment, il n'a été fait mention d'aucune clause ou indication contraire.

I - PERSONNES

a) Dénominations

Pour leur comparution ou leur intervention aux présentes, les dénominations les COMPARANTS désignent les propriétaires échangistes, et qu'ils soient ou non représentés par des mandataires ; si l'échange est le fait de plusieurs personnes, celles-ci agissent conjointement et solidairement entre elles.

b) Déclarations

le PREMIER COMPARANT et le SECOND COMPARANT déclarent :

- que leurs dénominations sont celles désignées en tête des présentes,

II - LES BIENS

En ce qui concerne la désignation des biens échangés, il est précisé que, si l'échange intéresse un ou plusieurs immeubles, ceux-ci sont désignés par l'abréviation les IMMEUBLES.

a) LES COMPARANTS prendront les IMMEUBLES dans l'état où ils se trouvent actuellement avec toutes leurs appartenances et dépendances, toutes facultés quelconques pouvant y être attachées sans aucune exception ni réserve.

LES COMPARANTS ne pourront prétendre à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, et, notamment, en raison de communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la désignation ou de la contenance indiquée, la différence entre cette dernière et la contenance réelle, excédât-elle un vingtième en plus ou en moins, devant faire le profit ou la perte des COMPARANTS, sans recours l'un contre l'autre.

LES COMPARANTS souffriront les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les IMMEUBLES, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives s'il en existe, le tout à leurs risques et périls, sans recours l'un contre l'autre et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits que ceux auxquels ils pourraient légalement prétendre.

LES COMPARANTS acquitteront, à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels les IMMEUBLES peuvent ou pourront être assujettis, de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé l'un contre l'autre.

b) LES COMPARANTS s'obligent aux garanties de fait et de droit les plus étendues.

LES COMPARANTS déclarent que les IMMEUBLES sont libres de tout privilège ou hypothèque et qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une constitution de bien de famille.

LES COMPARANTS déclarent expressément faire leur affaire personnelle de toute indemnité à payer à toute personne pouvant réclamer des droits ou actions quelconques sur les IMMEUBLES échangés.

III - DISPOSITIONS DIVERSES

a) Remise de titres

Il sera remis un titre de propriété au PREMIER COMPARANT après publication des présentes.

b) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en l'Hôtel du Département du VAR.

- 6 -

c) Dépôt de la minute

La minute du présent acte sera déposée aux archives du DEPARTEMENT.

d) Frais et droits

Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence resteront à la charge du SECOND COMPARANT, à l'exception de tous droits et taxes susceptibles, le cas échéant, de découler des obligations fiscales incombant légalement au PREMIER COMPARANT et qui doivent rester à sa charge personnelle.

e) Publicité foncière

Une expédition des présentes sera publiée au Bureau du Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement compétent.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Le Premier Comparant, signé : Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Le Second Comparant, signé : Monsieur Didier BREMOND

Le Président du Conseil Départemental du VAR, signé :
Monsieur Jean-Louis MASSON

Pour copie certifiée conforme à l'original,

Le Président du Conseil Départemental du VAR
Pour le Président du Conseil Départemental du VAR et par délégation,

Le Président du Conseil Départemental du VAR, atteste que la première partie du présent document hypothécaire contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au fichier immobilier, des droits réels et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Suivent les signatures :

Le Premier Comparant, signé : Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Second Comparant, signé : Monsieur Didier BREMOND

Le Président du Conseil Départemental du VAR, signé :
Monsieur Jean-Louis MASSON

Je soussigné, Monsieur le Président du Conseil Départemental du VAR, certifie la présente copie établie sur 8 pages, dont 3 pour la première partie en conformité à la minute et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publicité.

J'approuve 0 renvoi(s)

et 0 mot(s) nul(s)

et 0 barre(s) tirée(s) dans les blancs, sur 8 pages

Je certifie, en outre, que l'identité complète des parties dénommées au présent document m'a été régulièrement justifiée.

Le Président du Conseil Départemental du VAR
Pour le Président du Conseil Départemental du VAR et par délégation,

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

LE PREMIER COMPARANT

Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

LE SECOND COMPARANT

Monsieur Didier BREMOND
1^{ere} Vice-Président du Conseil Départemental du VAR

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR

Monsieur Jean-Louis MASSON